



COURT/GETTY IMAGES

La bataille du Brexit dévoile les ambitions impériales de l'UE

- Richard Palmer
- [08/02/2021](#)

La Grande-Bretagne devrait finaliser sa rupture avec l'Union européenne le 1er janvier. À quoi ressemblera sa future relation avec l'UE ? Personne ne sait. Les discussions semblent devoir se prolonger jusqu'au 31 décembre.

La question clé est la demande de l'UE pour des « règles du jeu équitables ». C'est une excuse à peine voilée pour maintenir à jamais le Royaume-Uni sous le contrôle de l'UE.

L'idée que la Grande-Bretagne ne devrait pas rivaliser injustement avec les pays de l'UE semble bonne. En théorie, nous pourrions quitter l'UE, éliminer toutes nos lois sur l'environnement et sur la protection des travailleurs et être en mesure de produire des biens et des services que les pays de l'UE dotés de nombreuses lois de ce type ne pourraient jamais égaler. Cependant, dans un pays où le gouvernement conservateur veut interdire la vente de voitures à essence d'ici 2030, une telle éventualité ne se produira jamais.

À l'heure actuelle, les lois britanniques et européennes dans ces domaines sont très similaires. L'UE exige que cela reste ainsi. Elle souhaite une « clause d'ajustement » stipulant que si l'UE resserre une loi dans l'un de ces domaines, le Royaume-Uni doit faire de même ou encourir des sanctions.

Si la Grande-Bretagne acceptait une telle clause, nous serions gouvernées comme si la Grande-Bretagne était membre de l'UE, mais sans voix sur la manière dont ces règles sont élaborées.

« Ce mécanisme est destiné à enfermer définitivement le Royaume-Uni dans la structure de réglementation et de gouvernance de l'Europe », a écrit Ambrose Evans-Pritchard du journal *Telegraph*. Le Royaume-Uni renoncerait au droit de définir ses politiques du travail, de l'environnement et des entreprises. L'UE contrôlerait même certaines des politiques fiscales du gouvernement.

Pire encore, l'UE elle-même serait celle qui déciderait si le Royaume-Uni a enfreint les « règles du jeu équitables » et serait celle qui déciderait de la sanction. L'Europe serait juge, jury et bourreau.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a refusé de souscrire à cela—affirmant qu'il serait préférable de quitter l'UE sans accord du tout et de faire du commerce sans traitement spécial. Certains en Europe veulent s'assurer que cela ne se produira pas. « La Commission demande aux États membres de s'engager dans une politique systématique de non-coopération, insistant sur le fait que le Royaume-Uni doit être contraint de retourner à la table 'dès que possible' », a écrit Evans-Pritchard. « Les purs et durs pensent que le Royaume-Uni devra accepter des conditions encore pires après avoir été confronté au traumatisme du chaos portuaire, de l'appauvrissement et de la poursuite de la fracture de l'Union. »

L'UE a forcé la Grèce à se soumettre en 2015. Elle veut maintenant faire de même avec la Grande-Bretagne.

Comme l'a fait valoir Evans-Pritchard, la Grande-Bretagne peut être beaucoup plus difficile à intimider. Mais l'action intransigeante de l'UE révèle quelque chose : elle ne peut pas lâcher prise.

Beaucoup au sein de l'UE voulaient que la Grande-Bretagne quitte. Juste quelques concessions significatives au Premier

ministre de l'époque David Cameron, qui a tenté de renégocier les relations de la Grande-Bretagne avec l'UE en 2015, nous auraient probablement retenus. Mais on ne lui a rien donné. Beaucoup de gens étaient très enthousiasmés par la perspective que la Grande-Bretagne n'entrave plus les travaux de l'UE, insistant sur la souveraineté de chaque pays et ralentissant l'intégration et l'unification européennes.

Mais bien qu'ils veuillent que la Grande-Bretagne quitte, ils ne voulaient pas abandonner le contrôle. Cela explique la lutte au cours des quatre dernières années pour garder le Royaume-Uni sous le contrôle de l'UE. Même quelque chose d'aussi petit que l'accès aux eaux de pêche britanniques, ils refusent de lâcher prise.

Evans-Pritchard a noté que l'accord que la Grande-Bretagne propose actuellement si l'UE renonçait à sa clause d'ajustement était toujours largement en faveur de l'UE. « Cela leur donne tout ce dont ils ont besoin pour leurs intérêts industriels et agricoles, mais ne nous donne rien dont nous avons besoin pour les services », a-t-il déclaré en citant Shanker Singham, président du cabinet de conseil en commerce *Competere*.

Ils refusent de signer un arrangement même si avantageux. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas une question de commerce. C'est une question de contrôle.

Nous pourrions bientôt voir ce même esprit se manifester à nouveau. Le Portugal, soutenu par la France, pousse une proposition visant à réduire encore davantage l'UE, un effort visant, comme le dit le *Wall Street Journal*, à « se débarrasser des incroyants ».

Même sans la Grande-Bretagne opposant son droit de veto aux bureaucrates de l'UE à Bruxelles, l'UE compte encore trop de pays qui ralentissent la poussée de l'UE à devenir un super-État.

Nous avons prévu depuis longtemps que cela se produirait. La Bible contient plusieurs prophéties d'une superpuissance européenne de 10 nations à venir. L'UE compte actuellement 27 pays.

Le processus de réduction de ce nombre montrera une fois de plus la volonté de l'UE de dominer. Comme avec la Grande-Bretagne, l'UE veut priver certaines de ces 27 nations du pouvoir (afin qu'elles ne puissent pas retenir l'UE), mais elle n'est pas disposée à abandonner son propre pouvoir sur elles. C'est probablement la raison pour laquelle le rétrécissement n'a pas encore eu lieu. Il n'aurait probablement pas été trop difficile pour un plus petit nombre de pays de l'UE plus déterminés de pousser vers une plus grande unité. Le plus difficile est d'y parvenir tout en conservant le contrôle des autres pays.

Il y a un mot pour un gouvernement qui contrôle de nombreux pays qui n'ont pas leur mot à dire sur la façon dont ce gouvernement est dirigé : empire. La lutte de l'UE pour la domination du Royaume-Uni expose ses ambitions impériales. Ces ambitions ne deviendront plus claires que dans les mois à venir.

Les dirigeants de l'UE n'ont pas caché le fait qu'ils relancent un empire. Le regretté membre du Parlement européen et principal homme d'État Otto von Habsburg a déclaré : « La Communauté [européenne] vit en grande partie de l'héritage du Saint Empire romain, bien que la grande majorité ne sache pas par quel héritage elle vit. »

« Un empire est en jeu, du moins dans le domaine économique », écrivait le magazine *Der Spiegel* en 2015. « La zone euro est clairement dirigée par l'Allemagne, bien que Berlin n'est pas incontesté. Elle a cependant, un mot à dire sur le sort de millions de personnes dans d'autres pays. »

Tout au long de l'histoire, les dirigeants européens ont réanimé à plusieurs reprises le Saint Empire romain. Maintenant, l'UE le ramène.

Pourquoi les gens ont-ils continuellement cherché à ramener cet empire ?

La Bible explique clairement cet esprit impérial qui monte en Europe. Une série de prophéties dans les livres de Daniel et de l'Apocalypse expliquent l'empire qui se construit actuellement en Europe. Ces prophéties ont permis à Herbert W. Armstrong de prévoir son retour, depuis 1945.



Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Les Anglo-Saxons selon la prophétie

maintenant en cliquant ici.